

## Le Canada au lendemain d'une élection à droite toute sous l'effet Trump **Un échec capitaliste dont Trump exploite à fond la faille albertaine**

Les résultats électoraux canadiens signalent un tournant droitier non banal de l'échiquier politique canadien. Le parti Libéral minoritaire du banquier Mark Carney vire à droite par rapport à l'ex-gouvernement Libéral Trudeau allié implicitement avec le NPD de centre-gauche. Le parti Conservateur à tendance trumpiste augmente son score de près de huit points de pourcentage par rapport à l'élection de 2021 soit à 41% par rapport au 44% des Libéraux. Il a fallu une remontée Libéral de plus de onze points de pourcentage pour devancer les Conservateurs, non pas à leurs dépens mais principalement à ceux du NPD qui perd aussi plus de onze points de pourcentage par rapport à 2021 obtenant son plus bas score électoral relatif depuis sa fondation en 1961. [Une plus grande proportion](#) des gens ayant voté NPD en 2021 a voté Conservateur en 2025 que Libéral notamment dans « *le [corridor Hamilton-Windsor](#) — le cœur industriel du pays* ». Le Bloc québécois nationaliste est le seul des tiers partis qui a évité une dégringolade mais il a quand même perdu plus d'un point de pourcentage et près de 30% de sa députation.

C'est la première fois depuis l'élection de 1958 que les deux grands partis traditionnels depuis la Confédération (1867) obtiennent ensemble plus de 80% des suffrages. Le choc Trump à coup de menaces tarifaires et annexionniste a ramené au bercail l'électorat canadien tout en le clivant de chaque côté de la barrière non pas conservateur-progressiste mais démocratique-néofasciste. Car [néofasciste est tendanciellement le parti Conservateur de Pierre Poilievre...](#) à la mode canadienne pourrait-on dire. Quand on sait que la clef de la conquête de la majorité électorale réside dans le Grand Toronto où, [selon le Recensement de 2021](#), plus de la moitié de la population était née à l'étranger, on comprend que les Conservateurs ne se soient pas lancé dans une charge anti-immigration à la Trump. Toutefois le chef Conservateur ne s'est pas gêné pour dénoncer, à une émission francophone de grande écoute, [les « faux réfugiés »](#) tout comme il a promis de [couper le financement à l'UNWRA](#) au détriment d'un peuple palestinien que l'Occident en voie de néo-fascisation laisse mourir de faim.

**Sous prétexte anti-Trump, les Libéraux déroulent le tapis aux entreprises**

Pour bien voir le tournant droitiste Libéral commençons par mettre le projecteur sur l'enjeu climatique, épine dorsale de la politique du XXI<sup>e</sup> siècle. De [constater les excellents journalistes du Devoir](#) en la matière, « le chef Libéral parle d'énergie solaire, d'hydrogène vert et d'un réseau électrique transcanadien. Mais l'ancien apôtre de la finance climatique pense qu'il est «impératif» **d'assurer la compétitivité des énergies traditionnelles**, c'est-à-dire du pétrole et du gaz. "Oui, plus de pétrole, afin de réduire nos importations"; a-t-il lancé pour se défendre au débat des chefs du 17 avril. Ce pétrole devra toutefois être "bas carbone", a-t-il ajouté, cela grâce aux technologies (immatures et coûteuses) **de captage et de stockage de carbone**. [...] Le plafonnement des émissions du secteur pétrogazier — une mesure phare de l'ère Trudeau, qui n'est pas encore finalisée — était absent du programme de M. Carney, sans que celui-ci la renie pour autant. [...] Rappelons que le Canada **est en voie de rater ses cibles climatiques**. » Ayant capitulé au slogan « Axe the [carbon] tax » des Conservateurs, « le premier ministre promet d'"améliorer" la tarification industrielle du carbone, qui cible les aciéries, les raffineries, les cimenteries, etc.. Tous **les détails de cette amélioration** ne sont pas connus, mais on sait que M. Carney veut donner "plus d'options" aux grands pollueurs qui désirent compenser leurs émissions. »

Côté emploi d'[observer une commentatrice du Globe and Mail](#), « [l]e pays a perdu 33 000 emplois en mars, le pire mois depuis trois ans pour le marché du travail, la menace des droits de douane américains ayant pesé sur la confiance des entreprises et ralenti l'embauche. » Comme politique palliative à court terme pour empêcher la hausse du chômage, « [a]près des années de recours accru aux travailleurs migrants pour occuper des emplois faiblement rémunérés, les Libéraux ont déclaré qu'ils ramèneraient l'immigration à des "niveaux viables", ce qui laisse de nombreux résidents temporaires dans l'incertitude et soulève des questions quant à la manière de combler les lacunes persistantes en matière d'emploi. Le parti s'est engagé à plafonner le nombre total de travailleurs temporaires et d'étudiants étrangers à moins de 5 % de la population canadienne d'ici à la fin de 2027, et à moins de 1 % les années suivantes. » Fini l'illusion des frontières ouvertes à la mode Trudeau alors que les ÉU ne peuvent d'aucune façon être considérés comme [un « pays sûr »](#) au titre de la loi.

Par contre, les milliards vont pleuvoir sur les entreprises : « un fonds de 2 milliards de dollars pour soutenir le secteur automobile, ainsi qu'un réseau "tout au Canada" destiné à produire davantage de pièces automobiles nationales. À cela s'ajoutent un fonds de 5 milliards de dollars pour améliorer les infrastructures liées au

*commerce et un mécanisme de crédit à l'exportation de 25 milliards de dollars pour aider les entreprises à trouver de nouveaux marchés. M. Carney a également évoqué la suppression, d'ici au 1er juillet, de toutes les barrières commerciales réglementées par le gouvernement fédéral entre les provinces, ainsi que la conclusion d'accords commerciaux avec des partenaires d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud-Est. » Cependant, de constater un expert consulté par le Globe, « ...diversifier les échanges est plus facile à dire qu'à faire. L'énorme marché américain exerce depuis longtemps une attraction sur le commerce canadien, en raison de la proximité et de la force de ses consommateurs. Peter Morrow, professeur agrégé d'économie à l'université de Toronto, a déclaré au Globe qu'il n'était pas réaliste de s'attendre à ce que les industries clés du pays - notamment l'automobile, le pétrole, le gaz et l'acier - se désintéressent des États-Unis dans un avenir proche. »*

Plus prometteur paraît l'ambition des Libéraux de régler la crise du logement. « Ce pays a désespérément besoin de plus de logements – 3,5 millions de plus que ce que nous sommes censés construire au cours des cinq prochaines années, pour être exact, et ce uniquement pour ramener l'accessibilité au logement à ce qu'elle était il y a un quart de siècle. Les Libéraux ont promis de doubler la vitesse de construction pour atteindre près de 500 000 nouveaux logements par an, avec une nouvelle agence fédérale qui aiderait à développer et à financer des logements abordables. [...dont] 25 milliards de dollars de financement pour les constructeurs de logements préfabriqués et modulaires, ce qui, selon les partisans de cette mesure, rendra la construction de logements moins coûteuse et plus rapide [...et] tout en gagnant de l'argent sur les projets afin que le capital puisse être réinvesti pour augmenter l'offre. Il s'agit toutefois d'une tâche complexe, et l'économiste Mike Moffatt n'est pas sûr qu'Ottawa puisse la mener à bien. » On constate l'absence de référence aux logements sociaux, encore plus à ceux écoénergétiques. Toute l'affaire doit être rentable et profiter aux développeurs immobiliers désormais impliqués dans le logement populaire faute d'occasions suffisantes d'investissements payants dans le logement de luxe et les édifices commerciaux.

### **Un nationalisme canadien à deux faces qui a abouti à un échec capitaliste**

On pourrait qualifier cette élection comme celle du [triomphe du nationalisme canadien](#). On aura droit aux deux côtés de ce nationalisme soit la défiance envers un voisin écrasant — ‘trop près des ÉU, trop loin de l'Europe et d'ailleurs’ pour

paraphraser le dictateur mexicain Porfirio Diaz — mais aussi le néolibéralisme d'une moyenne puissance impérialiste :

*Jusqu'alors, l'opposition Conservatrice de Pierre Poilievre détenait une avance significative dans les sondages de l'été 2023 au début de 2025, mais après les fanfaronnades de Trump, Carney a pu renverser la situation en faveur des Libéraux, d'autant plus que les Conservateurs avaient adopté des politiques "trumpistes" - une grave erreur après que Trump a parlé de mettre fin à la souveraineté du Canada. Par son appel flagrant au nationalisme canadien, Carney a pu obtenir le soutien de la plupart de ceux qui votent habituellement pour les Néo-démocrates à tendance travailliste et le Bloc québécois à tendance nationaliste française.*

*À bien des égards, M. Carney s'apparente à un Mario Draghi canadien que l'Italie et l'Europe n'ont cessé d'appeler de leurs vœux. Tous deux étaient des anciens de Goldman Sachs, tous deux étaient des banquiers centraux et tous deux sont devenus des héros du capital - Draghi pour l'Europe et maintenant Carney pour le Canada. Il semble que dans certains pays, lorsque la classe dirigeante est en difficulté, elle se tourne vers les "hommes d'argent" pour la sortir d'affaire. Parallèlement à sa rhétorique nationaliste anti-Trump, Carney a adopté la formule économique néolibérale habituelle : les réductions d'impôts et de dépenses publiques comme solution aux problèmes économiques du pays.*

Toujours selon l'économiste anticapitaliste Michael Roberts, le Canada est malgré sa pléthore de richesses naturelles un échec capitaliste :

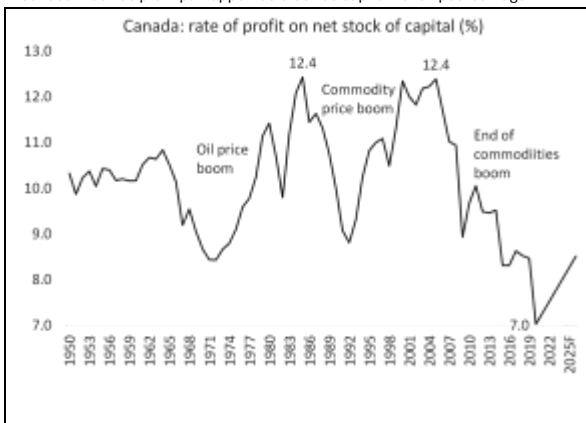
*Le pays est indépendant sur le plan énergétique et possède les plus grands gisements d'uranium à haute teneur au monde et les troisièmes réserves prouvées de pétrole. Il est également le cinquième producteur de gaz naturel. Le Canada dispose également d'une grande quantité d'autres matières premières, notamment les plus grandes réserves de potasse (utilisée pour fabriquer des engrais), plus d'un tiers des forêts certifiées du monde et un cinquième de l'eau douce de surface de la planète. Il possède en abondance du cobalt, du graphite, du lithium et d'autres éléments des terres rares, qui sont utilisés dans les technologies renouvelables. Malgré ces avantages comparatifs en matière de ressources naturelles, la croissance du PIB du Canada a longtemps été inférieure à celle de ses pairs du G7, se classant seulement au 16e rang mondial en termes de parité de pouvoir d'achat. Un pays doté d'une telle géographie devrait produire davantage. Mais les capitalistes canadiens ont pris du retard dans les investissements productifs (hors énergie) et dans l'augmentation de la productivité de leur main-d'œuvre. [...]*

*La population du Canada a augmenté de 30 %, contre seulement 11,5 % pour l'ensemble du G7. L'ajout d'un million de personnes en un an à une population de base d'environ 40 millions est sans précédent. Mais le niveau de vie des Canadiens, mesuré par le PIB réel par personne, n'est guère plus élevé en 2024 qu'en 2014, soit*

une stagnation de dix ans. [...] En effet, la croissance de la productivité dans les industries productrices de biens au Canada a non seulement ralenti, mais s'est inversée. En conséquence, le secteur des biens a soustrait en moyenne 0,4 point de pourcentage à la croissance globale de la productivité du Canada chaque année depuis la pandémie. [...] Le Canada est l'un des pays les moins densément peuplés du monde. Mais, fait remarquable, il connaît également l'une des pires pénuries de logements du monde développé. Les prix moyens des logements ont triplé au cours des deux dernières décennies, et l'endettement hypothécaire élevé pèse sur les dépenses de consommation.

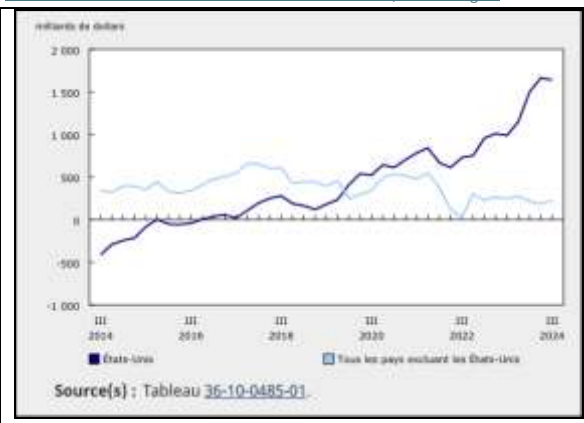
Toujours selon Roberts, « [l]e taux d'investissement a diminué en raison d'une forte baisse de la rentabilité du capital canadien. La trajectoire du taux de profit canadien a toujours été fortement influencée par le prix du pétrole brut. » Bien que Roberts n'en parle pas, cette crise de rentabilité se traduit par une importante fuite des capitaux vers les ÉU depuis au moins 2016 si ce n'est depuis le début de la Grande Récession de 2008 :

Canada : Taux de profit par rapport au stock de capital net en pourcentage



Source : Michael Roberts, Canada: election under the shadow of Trump

Bilan net des investissements internationaux du Canada, selon la région



Statistique Canada

Le secteur des entreprises canadiennes est aujourd'hui accablé par les coûts du service de la dette, plus de la moitié des revenus des entreprises étant consacrée au paiement des intérêts et du capital des emprunts. Environ 25 % des entreprises canadiennes cotées en bourse peuvent être considérées comme des entreprises zombies, c'est-à-dire qu'elles ne gagnent pas suffisamment de revenus pour couvrir les paiements d'intérêts sur leurs dettes en cours.

## Le coup de pied trumpien dans un édifice fragile et à la faille albertaine

Le Canada, bien avant la victoire de Trump, était un pays d'où la rentabilité capitaliste sur le marché mondial avait disparu sauf pour l'exploitation des ressources naturelles en particulier le pétrole albertain. Son secteur manufacturier lié au marché mondial, dont le cœur est l'automobile ontarienne, ne survit que grâce à son intégration à celui étatsunien au sein de l'ACEUM. En 2023, le Canada exportait en produits aux ÉU près de 20% de son PIB sans compter ses exportations de services ce qui donne en tout près du quart de son PIB, rien de moins. Pour les quatre grandes provinces canadiennes, leurs exportations de produits, sans les services, aux ÉU par rapport à leur PIB comptaient respectivement pour 35% pour l'Alberta, essentiellement du pétrole, 18% pour l'Ontario surtout la fabrication très intégrée avec les ÉU de véhicules routiers, de l'acier, des minéraux, 15% pour le Québec dont l'aluminium (soit de l'électricité cristallisée), du bois de construction, de l'électricité brut mais aussi des aéronefs, et seulement 7% pour la Colombie britannique qui exporte beaucoup en Asie.

Et voilà que le trumpisme flanque un magistral coup de pied tarifaire et annexionniste dans cette édifice fragile. Maquillée d'un nationalisme de façade l'élite canadienne s'est empressée illico à accommoder le monstre par un renforcement des frontières et une [substantielle augmentation de ses dépenses militaires](#) au sein du NORAD, particulièrement pour la défense de l'Arctique. Puis, par Libéraux interposés, elle promet de laisser tomber de grands pans de sa déjà insuffisante et biaisée politique climatique et [d'imiter sa baisse des impôts](#) tout en promettant [d'investir dans les infrastructures](#) pour « *faire du Canada une superpuissance des énergies propres et traditionnelles* », disait Mark Carney en campagne. » Mais il n'est nullement question de répondre au sabotage étatsunien du libre-échange des marchandises par un contrôle canadien de l'éperdue fuite des capitaux vers les ÉU. Comment ne pas poser la question de la capacité existentielle du Canada que [la récession déjà en cours](#) mettra durement à l'épreuve ?

L'Alberta (et la Saskatchewan) est le tendon d'Achille de la résilience existentielle canadienne. Tout près des deux tiers des votes sont allés aux Conservateurs dans ces deux provinces, soit au moins cinq points de plus que lors des élections de 2021, bien qu'il faille distinguer les zones rurales au score stalinien pro-PCC et les grandes ville quand même en moyenne à nette majorité Conservatrice. Inutile d'ajouter que la victoire Libéral laisse un goût amer d'autant plus que jusqu'aux menaces trumpiennes les Conservateurs s'annonçaient les grands gagnants des élections. Afin de mesurer la propension vers l'annexion dans ce maelstrom, [le média alternatif Ricochet](#) a tenté d'y apprécier la tentation séparatiste, voie royale

d'une éventuelle annexion de ces provinces archi-dépendantes de leurs exportations de ressources naturelles.

*Un sondage réalisé ce mois-ci [avril 2025] montre que 30 % des Albertains et 33 % des Saskatchewanais voteraient en faveur de la séparation si les Libéraux étaient réélus, soit à peu près le même niveau de soutien à la sécession qu'au Québec. Le sentiment séparatiste est régulièrement amplifié par la Première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, par des journalistes comme Rick Bell, un chroniqueur du Calgary Herald [...] et par l'ancien leader du parti Réformiste, Preston Manning, [...] Le message de Bell, Smith et Manning est que les électeurs des Prairies sont pleins d'une juste colère à l'égard des politiques environnementales fédérales qui frustrent l'industrie pétrolière et d'un programme de péréquation qui prend l'argent de l'Ouest pour subventionner le Québec, où les gens sont hostiles au pétrole et au gaz. Le ressentiment se concentre dans les zones rurales. [...]*

*Il n'y a pas de répartition régionale au sein de l'Alberta rurale, mais une étude réalisée par Jared Wesley, professeur de sciences politiques à l'université de l'Alberta, a montré que les séparatistes sont généralement des hommes blancs plus âgés, nés en Alberta, qui ont participé au "Convoi de la liberté" contre les restrictions de santé imposées par le COVID ou qui ont été sympathisants de ce mouvement. [...] Bratt [professeur de sciences politiques à l'Université Mount Royal] pense qu'elle [Danielle Smith] aime une grande partie du programme de M. Trump, mais il est également clair qu'elle subit des pressions de la part de la base de son parti pour s'attaquer à Ottawa. Elle a pris la tête du parti Conservateur unifié après qu'une rébellion liée au mouvement anti-mandat [COVID] a fait tomber l'ancien premier ministre Jason Kenney. La base de son parti est en colère face à la perspective d'un nouveau gouvernement Libéral à Ottawa, et c'est cette colère qu'elle cherche à canaliser.*

*Mme Smith a prévenu que si les Canadiens élisait un gouvernement Libéral, elle mettrait en place un groupe d'experts chargé d'examiner les options de l'Alberta, et elle a évoqué la possibilité d'un référendum à l'initiative des citoyens. Mais la procédure actuelle n'autorise un référendum sur une question constitutionnelle qu'après que les citoyens ont recueilli les signatures de 20 % des électeurs inscrits (près de 600 000), ce qui semble être un seuil impossible à atteindre. Mme Smith fait maintenant l'objet de pressions pour faciliter les choses.*

## **Par un tarif différentiel, Trump joue à fond le réactionnaire régionalisme albertain**

Nul doute que les trumpiens joueront à fond cette frustration qui ne s'apparente nullement à une volonté indépendantiste du Québec assise sur l'oppression nationale s'exprimant avant tout dans la menace envers sa langue et sa culture que

l'annexion aux ÉU n'arrangerait certainement pas, au contraire. Le parti-pris des « Canadiens » lors de l'invasion étatsunienne tant de [1775](#) que de [1813](#) reste prémonitoire. Mais il ne faut rien exclure d'autant plus qu'une bonne partie de la jeunesse québécoise s'entiche de l'anglais et de la culture commerciale étatsunienne. Le séparatisme albertain est un régionalisme réactionnaire assis sur le pétrole bien qu'il soit l'héritier d'un sentiment d'abandon par le « Canada central » qui s'industrialisait à ses dépens.

On peut être assuré que les stratèges trumpiens ont bien compris la faille albertaine comme point faible pour rompre ce long longiforme Canada le long de la frontière étatsunienne quand on visualise sa densité de peuplement d'est en ouest. Trump n'a pas pour rien imposé un tarif de « seulement » 10% au pétrole, au gaz et à la potasse de l'Ouest canadien contrairement à celui de 25% à l'aluminium québécois, à l'acier surtout ontarien et à l'automobile ontarienne quoique partiellement et graduellement. L'éventuel succès de l'annexionnisme trumpien pour dominer les Amériques afin de se collettailler en position de force avec les oligarchies des autres grandes puissances mondiales dépend moins de la résilience canadienne que de la capacité du trumpisme de s'imposer au peuple étatsunien et même à sa classe dominante afin [de renouer](#) avec « *le rêve américain de prospérité à l'intérieur et de suprématie à l'étranger* » qui n'a jamais rien eu de démocratique.

**Marc Bonhomme, 4 mai 2025**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)